

En défense du salaire et de l'emploi, vers la grève générale.

Tous les parlements du pays sont en train de ratifier le TSCG (le « *Pacte Budgétaire Européen* ») qui transfère le contrôle du budget, jusqu'ici prérogative du parlement fédéral, aux instances non-démocratiques de l'Union européenne. Entre-temps, la Belgique vient d'être sermonnée par la Commission européenne pour ne pas avoir fait « assez d'efforts » pour respecter ces règles du diktat européen. Mais ce serait une erreur de voir notre pays comme une « victime ». La bourgeoisie belge est, avec le capital français et allemand, parmi les grands promoteurs de l'Union européenne, comme un instrument pour tirer profits des pays périphériques, et surtout, pour imposer l'austérité aux travailleurs de toute l'Europe.

La Commission européenne s'attaque surtout à "*la formation des salaires*", aux "*obstacles au travail*", bref, à "*la diminution du coût du travail*". Elle veut diminuer la part de la richesse redistribuée aux travailleurs, afin d'augmenter la part accaparée par les capitalistes, la survaleur comme disait Marx. Il s'agit de la lutte de classes, d'une **guerre sociale impitoyable** de l'oligarchie financière européenne contre notre classe, la classe travailleuse.

La Commission européenne exige "*une réforme du système de formation des salaires, en ce compris l'indexation des salaires*". Les "socialistes", y compris Di Rupo, jurent que l'on "ne touche pas à l'index", mais la réalité est que son gouvernement s'apprête à réformer *la loi qui encadre l'évolution des salaires*. La loi de 1996 limitait déjà toute discussion sur les salaires : si les salaires baissent dans un des pays voisins, le nôtre doit baisser de la même façon, et il doit même être revu à la baisse si on se rend compte après coup qu'il n'a pas suivi bien la baisse dans un pays voisin. Le projet de réforme de la Ministre De Coninck prévoit maintenant de punir le patron qui accorderait des augmentations au-dessus de cette limite, et de gratifier avec des cadeaux (baisse de cotisations) les patrons qui respectent la norme, en plus d'introduire encore des modifications dans le calcul de l'index, pour "éviter qu'il monte trop vite". Il y aurait donc **blocage du salaire nominal** et baisse du pouvoir d'achat jusqu'à ce que l'inflation nous mange ce qu'on aurait "gagné de trop".

D'autre part, la Commission voudrait que "*les partenaires sociaux soient impliqués dans cette réforme*", c'est-à-dire que patrons et syndicats travaillent ensemble dans un supposé "intérêt commun", sans grèves et autre "troubles sociaux", comme si, par miracle, la lutte de classes avait cessé d'exister. Le gouvernement lui emboîte le pas en imposant **une caricature des Accords Interprofessionnelles** (AIP), où – par ordre de l'Europe – toute discussion interprofessionnelle sur nos salaires serait purement et simplement supprimée (rendant une mobilisation interprofessionnelle bien entendu plus difficile).

Et de surcroît, le gouvernement veut casser les conditions de travail des employés, continue à détruire progressivement les services publics et rembourse à coup de milliards une dette publique grevée suite au sauvetage des banques. Le remboursement de la dette est le prétexte à ces mesures d'austérité, cette dette n'est pas la nôtre, ce n'est donc pas aux travailleurs à payer pour la crise capitaliste !

Pour nous défendre dans cette guerre sociale, nous ne pouvons pas compter sur le gouvernement ni sur les partis au parlement. Ils ont largement prouvé qu'ils sont du côté des patrons. Il ne suffit pas d'attendre les prochaines élections pour "bien voter". Il ne suffit pas non plus que les dirigeants syndicaux s'assoient à table avec les patrons et "craignent des troubles sociaux" comme disait Anne Demelenne de la FGTB (Le Soir, 29.05.2013). Dans cette guerre sociale, notre seule alternative est de créer un rapport de force contre le patronat et son gouvernement, dans les entreprises, dans les écoles, dans la rue...

Contre Swissport, les travailleurs ont obtenu une belle victoire. Ceux de Caterpillar ne baissent pas les bras. Le 23 mars dernier, ils ont fait une grève de 24 h en front commun. Des manifs s'improvisent parfois spontanément, comme celle d'un millier de travailleurs de Belfius, le 30 mai. Mettons la pression sur les instances syndicales pour organiser la lutte démocratiquement et à la base, en cherchant à renforcer mutuellement tous les secteurs. Participons nombreux aux mobilisations prévues dans le plan d'action de la FGTB (avec la CSC), et poussons l'organisation d'une **grève générale européenne** contre cette politique d'austérité de notre gouvernement lors du sommet européen du 27-28 juin 2013 !

Pour une vraie indexation des salaires.

Non à la mascarade de l'AIP du fait accompli au profit des patrons.

Ouvriers et employés ensemble, **une même lutte pour l'emploi**, et harmonisation des statuts vers le haut.

Nationalisation, sous contrôle des travailleurs, des grandes entreprises qui licencient ou ferment des sites, alors quelles font de plantureux bénéfices.

Non au démantèlement des services publics.

Suspension immédiate du paiement de la dette.

Non au TSCG

Organisons la grève générale !

Ligue Communiste des Travailleurs



Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com Ne pas jeter sur la voie publique - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bruxelles